MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**Cahier des Clauses Particulières
Maintenance du parc matériel informatique**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) concernent la maintenance du parc matériel informatique de.....

Détail : Maintenance de micro-ordinateurs, d'écrans, de serveurs, d'imprimantes et de PDA.

Il s'agit plus précisément d'assurer :

- la maintenance du matériel informatique hors garantie de.....
- la réparation de matériels informatiques dont les dommages ne sont pas admissibles à une réparation sous garantie.

Marché à bons de commande :

Les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande avec minimum et maximum passé en application de l'article 77 du Code des marchés publics.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Désignation de sous-traitants en cours de marché :

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article 114 du Code des marchés publics et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1.3 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale de ... ans à compter de la notification du marché.

1.4 - Marché à bons de commande

1.4.1 Mentions des bons de commandes

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution si ceux-ci ne figurent pas dans ce document ;
- le montant du bon de commande.

1.4.2 Personnes Habilitées

Les commandes sont adressées sous forme de bons de commande, signés par un des responsables de la direction des systèmes d'information suivants :

-
-
-

Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- l'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- le bordereau des prix incluant le détail estimatif
- le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses annexes
- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009
- le cadre de réponses

Article 3 : Délais d'exécution ou de livraison

3.1 - Délais de base

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans ce document ou à défaut sur le bon de commande.

3.2 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 4 : Conditions et modalités d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande. La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

Adresse d'exécution :

L'exécution des prestations aura lieu à l'adresse suivante :

.....
.....

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du marché, des matériels, objets et approvisionnements seront remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit.

Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 17 du C.C.A.G.-F.C.S

Conditions de retrait et de livraison

Le titulaire est tenu d'avertir au moins 8 heures à l'avance la personne publique de la date de retrait ou de livraison du matériel.

Le matériel sera livré ou retiré à la demande de la personne publique en lieu et place indiqués par lui où la mise en route et les tests seront effectués.

Les interlocuteurs seront désignés par les deux parties et tout changement signalé par courrier.

Les livraisons ou les retraits devront avoir lieu les jours ouvrés du lundi au vendredi de ... h à ... h et de ... h à ... h. Le jour, et l'heure approximative, devront être annoncés.

A chaque livraison ou retrait de matériels et de logiciels, le fournisseur doit établir un bulletin de livraison portant le numéro de série du matériel ou du logiciel concerné et le remettre à la personne publique.

Conformité du matériel

Le matériel réparé doit être conforme aux normes européennes ; il doit être conforme à la réglementation applicable en matière de sécurité sur le travail.

Pour tout matériel soumis à homologation, le titulaire fournira toutes justifications utiles. Pour les autres matériels, le fournisseur est tenu d'attester la conformité du matériel réparé avec la réglementation en vigueur.

Le matériel doit répondre aux critères définis dans les pièces techniques du marché.

Livre de bord

La personne publique pourra tenir, dans les conditions prescrites par le titulaire, un livre de bord sur lequel seront notés, pour chaque intervention les renseignements suivants :

- type de matériel, marque et numéro de série, référence de l'ordre de service,
- durée et nature des interventions du titulaire consignées, d'un commun accord, à la date de ces interventions.

Accès aux locaux

La personne publique devra laisser le personnel du service de maintenance du titulaire accéder au matériel couvert par le présent marché afin de lui permettre de procéder à l'entretien ou au dépannage dudit matériel.

Toutefois, l'accès des préposés du titulaire aux locaux du pouvoir adjudicateur est soumis aux conditions générales imposées aux personnes étrangères au service. S'il existe des conditions d'accès où est implanté l'équipement, le pouvoir adjudicateur en informera au préalable le titulaire par écrit. De même, toute modification des conditions générales ou particulières d'accès ou de sécurité sera communiquée par écrit au titulaire.

Local de maintenance

Le personnel de maintenance du titulaire disposera d'un espace suffisant pour effectuer les interventions dans les conditions normales.

Respect des notices techniques

La personne publique s'engage à suivre les modes d'instructions concernant le matériel, à utiliser un courant électrique, un local, des fournitures et des supports d'informations conformes aux spécifications techniques définies par le titulaire.

Elle s'engage, en outre, à fournir tous les moyens et répondre à toutes les questions permettant de faciliter au titulaire l'exécution de ses prestations.

Sauvegarde

En cas de nécessité technique, la personne publique devra effectuer, avant l'intervention du titulaire et dans la mesure où l'état du matériel le permet, la sauvegarde de ses programmes et données.

Article 5 : Constatation de l'exécution des prestations

A l'issue de la période de contrôle du bon fonctionnement du matériel réparé d'une durée de 2 semaines maximum, le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 8 jours pour notifier sa décision au titulaire du marché. L'absence de réponse du pouvoir adjudicateur dans un délai de ... jours vaut admission des prestations.

Conditions non réunies

Si les conditions ne sont pas remplies, l'admission des prestations de réparation des équipements est ajournée et un retour en atelier sera notifié. Après cette deuxième intervention réalisée dans un délai de ... jours après signalement, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra prononcer :

- soit l'admission,
- soit le rejet de tout ou partie.

L'absence de réponse du pouvoir adjudicateur dans un délai de ... jours à compter de la réception des matériels vaut admission des prestations.

Durant cette période, le titulaire est tenu d'effectuer, à ses frais, toute mise au point nécessaire, sans préjudice des indemnités éventuelles qui lui seront imputées.

Article 6 : Maintenance des matériels hors garantie

Maintenance des matériels

Les opérations de maintenance comprennent notamment :

- les réparations mécaniques, la fourniture et l'échange standard des pièces détachées,
- le remplacement des pièces défectueuses, usées ou cassées à la suite de l'utilisation normale des matériels,
- le transport, la livraison, l'installation des pièces, matériels échangés ou remplacés.

Le titulaire devra prévoir un point de contact unique à l'ouverture des demandes de dépannage.

La période d'appel s'étend de ... H à ... H du lundi au vendredi inclus. Cette période d'appel s'entend jours fériés exclus (calendrier français).

Le titulaire s'engage à intervenir pour effectuer une mise au point ou une réparation au titre de la maintenance dans un délai fixé comme suit :

- la garantie du temps d'intervention (GTI) est de ... jours ouvrés à compter de la réception de l'appel par le service de maintenance du titulaire pour les pannes non bloquantes.

Dans le cas d'une intervention pour un incident à caractère bloquant ce délai est ramené à ... heures ouvrées à compter de la réception de l'appel par le service de maintenance du titulaire.

La GTI pour les pannes non bloquantes pourra être portée à ... jours ouvrés dans la mesure où le titulaire mettra à la disposition du pouvoir adjudicateur, un stock de pièces détachées couvrant l'ensemble des matériels, objet du présent service de maintenance.

- la garantie du temps de réparation (GTR) est une garantie certifiant que la résolution du problème aura lieu dans un délai de ... heures ouvrées à compter de la fin de la GTI.

En fonction des anomalies, les types d'incidents sont définis ainsi :

Anomalie critique : Non fonctionnement du matériel ; incident bloquant impactant plusieurs agents (exemple : imprimante mutualisée sur site extérieur) ;

Anomalie significative : Mauvais fonctionnement du matériel ; incident non-bloquant.

Le délai de GTR est fixé comme suit :

- maximum de ... heures ouvrées pendant la période d'intervention à compter de la fin de la GTI pour un incident bloquant,

- maximum de ... heures ouvrées pendant la période d'intervention à compter de la fin de la GTI pour un incident non bloquant.

Toutefois, en cas de motifs dûment justifiés (cf paragraphe 3.2), signalés par le titulaire par lettre recommandée, le maître d'ouvrage pourra accorder un délai supplémentaire ; cet accord se fera par écrit.

Chaque panne fera l'objet d'une fiche d'incident et sera identifié par un numéro unique. Le titulaire devra tenir informé par écrit (mail de préférence) le client de l'évolution de l'incident en cours et des actions correctives effectuées. Le prestataire s'engage donc à prendre en compte le problème et à mettre à disposition du pouvoir adjudicateur du personnel qualifié. Le prestataire devra informer le pouvoir adjudicateur de cette prise en compte et du début de l'intervention par fax, par mail ou par téléphone.

Pour toute panne constatée, signalée par le pouvoir adjudicateur et reconnue par le titulaire, celui-ci assurera la réparation dans ses locaux, pièces détachées et main d'oeuvre comprises.

Les frais de retour du matériel sont à la charge du titulaire.

En cas de non-respect, par le titulaire, du délai fixé de réparation ou d'échange, les pénalités de retard prévues dans le présent C.C.P. seront appliquées.

L'intervention sur site

La période d'intervention sur site s'étend de ... H à ... H du lundi au vendredi inclus. Cette période d'intervention s'entend jours fériés exclus (calendrier français).

Pour toute demande d'intervention reçue potentiellement après 18 H 00 le délai démarrera à la première heure de la période d'intervention du premier jour ouvré qui suivra.

Toute modification de la période d'intervention fera l'objet d'un accord préalable écrit.

Limitations

Le titulaire ne sera tenu de fournir ces prestations, que dans la mesure où les matériels sont utilisés de manière appropriée et conformément à leur objet. En aucun cas, le titulaire ne sera tenu de fournir lesdites prestations sur du matériel utilisé dans des conditions non conformes aux règles fixées par les manuels qu'il a remis.

En outre, le titulaire ne sera pas tenu de fournir lesdites prestations :

- si le matériel a été entretenu ou réparé, ou si une tentative d'entretien ou de dépannage a été faite sans intervention du titulaire, ou sans autorisation préalable de celui-ci, ou
- si la panne est due au non-respect des spécifications relatives à l'environnement telles que définies dans le recueil d'installation du titulaire.

Prestations non comprises dans le service

Le service de maintenance des éléments ne couvre pas le reconditionnement éventuel de tout ou partie des matériels quand leur usure rend la maintenance anormalement difficile ou ne permet plus d'en assurer le bon fonctionnement.

Article 7 : Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 8 : Avance

Aucune avance ne sera versée.

Article 9 : Prix du marché

9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de signature des offres.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les fournitures, ainsi que tous les frais afférents : au conditionnement, à l'emballage, au stockage, à la manutention, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu d'exécution ou de livraison, et au déchargement et mise en stock sur le lieu de livraison. Ils comprennent également les frais de déplacement et d'hébergement éventuel.

9.2 – Modalités de variations des prix

Les prix sont fermes jusqu'au ... décembre 20..

Les prix sont révisibles à chaque année civile échue (31 décembre) et applicables entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année suivante selon les modalités fixées ci-après :

$P = P_0 [C/C_0]$

dans laquelle :

- P = Prix révisé ;
- P_0 = Prix initial ;

- C = Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés - prix de base - CPF 26 et 27 - Produits informatiques, électroniques et optiques, Équipements électriques - Référence 100 en 2005 - (identifiant PBOA262700), dernier connu au 1er décembre de l'année civile échue (valeur non provisoire) ;
- CO = Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés - prix de base - CPF 26 et 27 - Produits informatiques, électroniques et optiques, Équipements électriques - Référence 100 en 2005 - (identifiant PBOA262700), valeur du mois de mai 2012.

La valeur de l'indice C peut être consultée dans la base de données INSEE.

Lors de la révision des prix, le titulaire fournira la valeur des indices des prix appliqués (indice initial et indice révisé) ainsi que la formule de calcul retenue. Il sera également joint le bordereau des prix révisés en début d'année, si possible également en version électronique (en format Excel).

Si à la date du 15 janvier aucun bordereau des prix révisé n'a été communiqué au pouvoir adjudicateur, le bordereau des prix de l'année N sera reconduit pour l'année N+1. Les prestations, seront alors déclenchées par un bon de commande émis par le représentant du pouvoir adjudicateur, sur la base des prix unitaires libellés dans le bordereau des prix de l'année N.

Si à la date du 15 janvier aucun bordereau des prix révisé n'a été communiqué au pouvoir adjudicateur, et que la révision conduit à une baisse des prix le représentant du pouvoir adjudicateur procédera à la révision des prix. Les prestations, seront alors déclenchées par un bon de commande émis par le représentant du pouvoir adjudicateur, sur la base des prix unitaires libellés dans le bordereau des prix ainsi révisé.

La clause limitative dite « de butoir » s'applique : l'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement (rabais déduit) sera limitée à une augmentation de 3,00 % maximum l'an.

La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3,00 % l'an.

Article 10 : Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

La maintenance sera facturée à terme à échoir pour la période du 1er février (ou à défaut de la date indiquée du bon de commande) au 31 janvier de l'année suivante, le montant de la première et dernière facture représente le prorata de la période concernée (31 janvier ou date de fin de marché).

La facturation des réparations des matériels informatiques sous-garanties se fera après service fait et conforme à la demande (admission des prestations).

10.2 - Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les demandes de paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Afin de réduire les délais de paiement, le pouvoir adjudicateur préconise l'envoi des factures en format PDF de préférence signées électroniquement à l'adresse e-mail suivante :

ou à défaut, les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

.....

- En cas de cotraitance :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S

- En cas de sous-traitance :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

10.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

Article 11 : Pénalités

11.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par heure de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 10 euros.

Le montant de la pénalité est dû dès le 1er euro à compter de l'expiration du délai.

11.2 - Pénalités d'indisponibilité

Celles-ci sont incluses dans les pénalités de retard.

Article 12 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 13 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra, si le montant minimum n'est pas atteint, à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant maximum hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 46-I.1^o du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 14 : Droit et Langue

En cas de litige, seul le tribunal administratif est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 15 : Clauses complémentaires

Pénalités en cas de travail dissimulé

En application de l'article L. 8222-6 du code du travail des pénalités peuvent être infligées au cocontractant s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités s'élève à 10% du montant maximum TTC du marché. Toutefois, cette somme ne pourra en tout état de cause excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Article 16 : Dérogations au C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services,

L'article 5 déroge aux articles 22 à 25 du C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services,

L'article 6 déroge à l'article 27 du C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services,

L'article 11.1 déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services.

Article 17 : Clauses techniques particulières

Prestations attendues

Réparations de matériels informatiques sous garantie

Le pouvoir adjudicateur a identifié un certain nombre de dommages pouvant survenir sur du matériel informatique sous garantie mais qui n'entre pas dans le champ d'application de la garantie constructeur.

La prestation portera sur la remise en état du matériel concerné par le biais d'un forfait de remise en état relatif à la panne.

Une identification de la panne sera effectuée au préalable par le titulaire qui permettra de déterminer le type de forfait de remise en état à appliquer et

nécessitera l'accord du pouvoir adjudicateur pour pouvoir effectuer la réparation. Le titulaire précisera le délai de réparation du produit et, en cas de non-respect de ce délai, le client sera tenu informé du délai supplémentaire par mail et/ou par téléphone. Le délai maximum ne pourra excéder ... jours ouvrés à compter de la date de l'accord pour réparation.

Concernant les éventuels frais liés à l'identification de la panne, frais d'expédition, frais de retour : ils seront inclus dans le forfait de remise en état relatif à la panne.

La liste des forfaits de remise en état figure au bordereau de prix, elle pourra être réactualisée en fonction des modèles de matériel achetés par le pouvoir adjudicateur durant la validité du présent marché.

Maintenance du matériel informatique hors garantie

Les matériels informatiques sont en général conservés 5 ans avant d'être remplacés. Ils sont achetés avec, au minimum, une garantie de 3 ans sur site. La prestation portera sur la maintenance, selon la date de fin de garantie, de la 4ème ou de la 5ème année du matériel (cf bordereau des prix).

Le pouvoir adjudicateur se gardera le choix de commander l'ensemble des catégories de matériels ou uniquement une partie.

Les catégories de matériels qui pourront faire l'objet de la maintenance sont :

- les postes fixes ;
- les portables ;
- les serveurs ;
- les écrans ;
- les imprimantes.

Le décompte initial des matériels rentrant dans le cadre de la maintenance s'établit comme suit :

.....
.....
.....
.....
.....